

Chapitre III : Enquête de Première Information.

Article 8 : Désignation de l'enquêteur. - Sauf décision contraire du directeur de l'air c'est au chef de la région aéronautique où s'est produit l'accident, ou au commandant de l'aérodrome le plus proche du lieu de l'accident qu'incombe normalement l'enquête de première information. Celui-ci peut être assisté d'un agent de la direction de l'air désigné à cet effet.

Article 9 : Conduite de l'enquête. - Dès son arrivée sur le lieu de l'accident, l'enquêteur s'assure auprès de l'autorité locale, que toutes les mesures préliminaires visées au chapitre II ci-dessus ont été bien prises.

Si un représentant de l'autorité judiciaire est déjà sur les lieux, l'enquêteur se met en rapport avec lui afin de coordonner leur action ; si une information judiciaire est ouverte, l'enquêteur facilitera la tâche des magistrats et de leurs auxiliaires.

Dans tous les cas l'enquêteur recherche, soit dans la zone gardée, soit en dehors, tous les indices susceptibles de permettre de découvrir les causes de l'accident ; alerte l'expert le plus voisin de la société de classification agréée en l'espèce le Bureau Véritas se met en rapport avec les services de contrôle de la navigation aérienne, qui ont été en contact avec l'aéronef accidenté ; sauf opposition de l'autorité judiciaire procède à l'audition de tous témoins (membres de l'équipage, passagers et autres). Au cas où l'aéronef était en provenance de l'étranger et s'il paraît utile pour l'enquête d'obtenir certains renseignements des autorités aéronautiques d'un Etat membre de l'O.A.C.I., une demande peut être adressée à cet Etat par le ministre des travaux publics.

Si l'aéronef accidenté est immatriculé à l'étranger, et si l'Etat d'immatriculation a notifié à la direction de l'air son intention d'envoyer un représentant accrédité, l'enquêteur peut néanmoins commencer son enquête sans attendre l'arrivée de ce représentant, mais il veille tout particulièrement à la garde de l'aéronef ou des débris et à la conservation des indices. A l'arrivée du représentant, il lui donne toutes facilités pour participer à l'enquête.

Article 10 : Rapport. - Le rapport d'enquête de première information est établi conformément au modèle annexé au présent arrêté. Y sont joints tous documents parvenus à l'enquêteur ainsi que les déclarations recueillies.

Ce rapport est adressé dans les six jours après l'accident au directeur de l'air (en huit exemplaires).

Si ce rapport conclut à l'utilité d'une enquête technique complémentaire le ministre des travaux publics peut prendre une décision en ce sens et fixe les modalités d'une telle enquête, au cours de laquelle enquêteurs et autorités judiciaires se prêtent le même concours que lors de l'enquête de première information.

De toutes façons, si les causes de l'accident n'ont pu être déterminées avec certitude, l'enquêteur adresse au directeur de l'air, dans les quinze jours après l'accident, une note formulant ses hypothèses sur les causes de l'accident et les enseignements à en tirer.